

# Élections en Allemagne : quels rapports de forces politiques ?

**Cornelia Hildebrandt**

*Directrice adjointe de l'Institut d'analyse sociétale de la fondation Rosa Luxemburg et spécialiste des partis politiques et des mouvements sociaux*

Les résultats des élections en Allemagne montrent, avec 41,5 % pour les chrétiens-démocrates (CDU/CSU), un large soutien à la politique d'Angela Merkel. Celle-ci apparaît la garante d'une Allemagne forte au sein de l'Europe ; elle incarne la réussite d'une gestion de crise ; elle est le symbole d'une Allemagne en bonne santé, grâce à sa politique de rigueur au niveau national et aux réformes initiées par le gouvernement sociaux-démocrates/verts.

Avec cette politique, la Chancelière et le bloc économique et politique qui la soutient ont presque obtenu la majorité absolue. Pour mener cette politique qui était auparavant en grande partie aussi portée par les sociaux-démocrates et les Verts, les deux partis (CDU et SPD) n'ont pas pu se présenter comme porteurs de deux alternatives pendant la campagne électorale, mais sont plutôt apparus comme deux variantes de la même politique.

Le SPD avec 25,7 % a légèrement amélioré son score par rapport aux élections précédentes, mais c'est néanmoins le deuxième plus mauvais score de son histoire ; les libéraux FDP n'ont obtenu que 4,8 %, ce qui fait que, pour la première fois depuis 1945, le libéralisme politique n'est pas représenté au Bundestag. Le parti die Linke obtient 8,6 % et se place ainsi en troisième position devant les verts qui, avec 8,4 %, restent en dessous de leurs attentes.

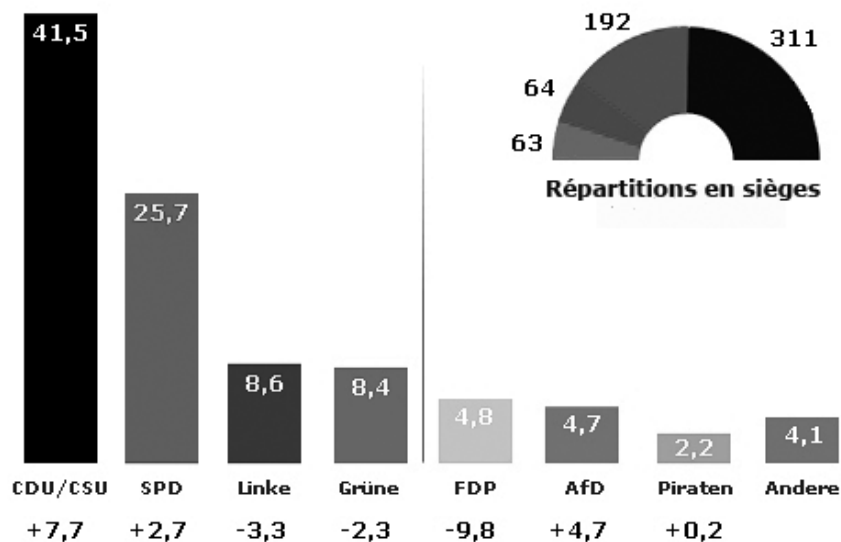
Pour la première fois un mouvement de droite populiste a réussi à se positionner à droite du CDU/CSU, même s'il n'a pas pu entrer au Bundestag avec ses 4,7 %. Le parti des pirates, avec 2,2 %, est largement en dessous de ses résultats de 2011 au niveau des Länder. Il n'a pas su saisir l'occasion qui s'est présentée à l'automne 2011 pour concrétiser ses exigences concernant

les réformes des institutions politiques par la transparence et la participation ainsi que par le développement de nouvelles formes d'organisation politique à l'ère de la révolution numérique.

### Élections du Bundestag : résultats de 2013 et évolutions par rapport aux élections de 2009

#### Résultats provisoires

Données en pourcentage



Source : Bundeswahlleitung.

Les sièges au Bundestag sont répartis entre quatre partis : le CDU/CSU, le SPD, die Linke et les Verts qui représentent 84,2 % des suffrages exprimés. Mais, pour bien saisir la répartition des forces politiques, il faut savoir que le bloc conservateur/bourgeois composé de CDU/CSU, FDP, AfD et de partis divers droite s'est renforcé avec plus de 50 % des voix. Les partis de « gauche » (SPD, verts et die Linke) rassemblent environ 43 %. C'est la raison pour laquelle la répartition des sièges au Bundestag qui donne une majorité à la gauche (SPD, Verts, die Linke) avec 320 sièges contre 311 pour la CDU/CSU est politiquement inexploitable. Le SPD et les Verts ne veulent pas de cette majorité de gauche et il n'existe pas non plus de projet sociétal commun susceptible d'être défendu par cette majorité « de gauche ».

## Sur quoi est fondé le succès de Merkel ?

« L'Allemagne va bien », tel était le message de la Chancelière lors de la campagne électorale et elle se présentait comme garante de la pérennité de cette situation. C'est elle qui, en 2010, a conclu avec les syndicats une sorte d'accord de corporatisme de crise par la réduction du temps de travail et en proposant des primes à la casse pour les vieilles voitures incitant à en acheter une nouvelle. Tout cela a donné l'impression que l'Allemagne était épargnée par la crise des marchés financiers en Europe et par la crise de l'euro. En juin 2013, 71 % des Allemands estimaient leur situation personnelle « très bonne » ou « bonne » et émettaient la même opinion sur la situation économique allemande. Seuls 26 % la trouvaient « mauvaise » ou « très mauvaise ». Le chiffre officiel du chômage était de 6,6 % en septembre 2013, soit 2,8 millions de personnes. Ce chiffre ne tient pas compte des 25 % de travailleurs précaires, ce qui est le taux le plus élevé de l'UE, ni des 1,5 million de personnes qui n'ont pas réussi à retrouver du travail depuis 2005, date de la mise en place des réformes « Hartz ». On « avait le moral », « la crise, c'était hier et plus personne n'en parle ». Une majorité en Allemagne avait l'impression que la crise était un événement construit de toutes pièces par les médias<sup>1</sup>. Les élections ne concernaient donc pas la façon de construire l'avenir, mais « l'envie diffuse de pérennité du présent »<sup>2</sup>. Éviter toute expérimentation, ne surtout pas évoquer les crises qui, aux frontières de l'Allemagne, avaient provoqué la plus profonde des misères au sud de l'Europe, sous le diktat de la troïka. La campagne électorale ne soulevait pas de questionnements sérieux à propos de la responsabilité du gouvernement allemand au sein de ce processus. Pour les électeurs allemands, ce qui prédominait c'était la perception de leur propre situation privilégiée par rapport aux pays du sud de l'UE. Tandis qu'en Allemagne le taux de chômage s'élevait en 2012 à 6,8 %, il était de 10,5 % dans l'UE et de 11,4 % dans les pays de la zone euro<sup>3</sup>.

## Les résultats de l'opposition

Les mauvais résultats des sociaux-démocrates s'expliquent par le manque de détermination de leur orientation politique. D'un côté, avec Peer Steinbrück, ils essaient de se montrer compétents en politique financière et économique, ayant contribué au succès et à la force actuels de l'Allemagne, avec les réformes Hartz mises en place en 2005 sous le gouvernement rouge/vert.

De l'autre côté, le SPD essaie de se présenter en même temps comme le parti de la justice sociale, bien ancré à gauche avec des revendications concernant un salaire minimum, l'encadrement du travail temporaire, et il propose le retrait de la décision de la retraite à 67 ans, d'augmenter les impôts, notamment pour les salaires élevés, de rétablir l'impôt sur la succession, etc. Or, il

ne pouvait ni gagner du terrain dans le milieu bourgeois ni récupérer des voix auprès des électeurs de die Linke. La stratégie commune du SPD et des Verts de chasser die Linke du parlement a échoué. Le projet SPD/Verts tout seul n'a pas de majorité suffisante et le refus absolu d'une coalition SPD/Verts/die Linke fait qu'il n'y a pas de perspective pour former un gouvernement de gauche.

Les Verts, très optimistes après les élections de 2011 et 2012 au niveau des Länder ainsi que du fait des sondages au niveau national, indiquaient dans leur programme vouloir présenter un projet s'adressant à un électorat dépassant l'électorat traditionnel des Verts pour toucher un nouveau groupe de couches sociales aisées. La société du futur doit rimer à la fois avec changement énergétique, réorganisation écologique et justice sociale. C'est la raison pour laquelle les Verts ont placé au centre de leur campagne électorale non seulement des thèmes traditionnels comme le changement énergétique, la politique environnementale, la protection du climat, les OGM, la protection des consommateurs, mais aussi des questions concernant la répartition des richesses en proposant par exemple de porter le taux d'imposition à 49 % pour les salaires les plus élevés, réintroduire l'impôt sur la succession, un impôt sur la fortune (au moins temporaire), un salaire minimum, la limitation du travail intérimaire et l'établissement d'un secteur d'emploi public (3<sup>e</sup> secteur). Avec ces propositions, les Verts tiennent compte de l'importance grandissante de la question sociale et ébauchent un projet rouge/vert sans pour autant améliorer leurs compétences de base dans ce domaine.

S'ajoute à cela l'image des verts en tant que « parti de ceux qui sont (financièrement) aisés ». Il suffit de penser au débat autour du « Veggi-Day ». L'idée des Verts était d'introduire un jour végétarien dans les cantines publiques. L'attitude des Verts a été critiquée comme pseudo-pédagogique et infantilissante. Mais ce qui a nui encore plus aux Verts, c'est le manque d'élaboration et de débats autour des positions du parti concernant la pédophilie. Dans cette affaire bien exploitée par les médias, les Verts, qui sont selon les sondages le plus « honnête des partis » d'Allemagne, ont perdu beaucoup de leur crédibilité et du soutien dont ils bénéficiaient.

Le fait que, après les élections, les sociaux-démocrates et les verts, avant même les premières négociations avec les chrétiens-démocrates, renoncent très vite aux propositions de leurs campagnes électorales notamment celles qui concernent une réforme fiscale, montre qu'ils subordonnent leurs exigences de justice sociale aux considérations des enjeux de pouvoir dans le cadre d'un gouvernement CDU/CSU. La question de savoir si les Verts évoluent à l'avenir vers un parti charnière entre la gauche et la droite dépendra de la capacité du FDP à redevenir une force politique importante. Pour l'instant, insister sur les piliers de la politique néolibérale a conduit le FDP au bord de l'insignifiance politique.

Les résultats du parti Alternative für Deutschland (AfD) (Alternative pour l'Allemagne) méritent qu'on y prête attention. Pour la première fois, un parti populiste a réussi à se placer à droite des chrétiens-démocrates. Un sondage de l'institut Allensbach <sup>4</sup> montre, déjà en juin 2013, que la réponse à la crise de l'euro allait jouer un rôle déterminant dans les élections.

Parmi les problèmes dont allait devoir s'occuper le gouvernement figurait le soutien allemand aux pays de l'UE (cité par 75 % des personnes interrogées). Plus de 60 % mentionnaient la crise de l'euro. Avec le soi-disant tournant à gauche de Merkel et une « stratégie d'évitement » des sujets de politique européenne, la voie était libre pour une critique émanant de la droite concernant la gestion de la crise par Merkel soumise aux intérêts des banques et des *lobbies* économiques qui la soutiennent. L'AfD revendique « une dissolution contrôlée de la zone euro. L'Allemagne n'a pas besoin de l'euro » (programme électoral de l'AfP).

Le parti die Linke a remporté un succès remarquable en devenant le troisième parti avec 8,6 %. Il s'est positionné clairement comme le parti de la justice sociale dans la société et dans le paysage politique allemand. Il a montré qu'il est enfin à nouveau capable de faire passer ses querelles internes derrière les luttes communes. Die Linke a remporté plus de 5 % dans les Länder de l'Ouest (à l'exception de la Bavière et du Bade-Wurtemberg). Dans les Länder de l'Est, il se stabilise à 21,6 %. 53,3 % des électeurs de die Linke viennent de l'Ouest, 46,7 % de l'Est. Die Linke a encore su s'assurer la fidélité d'une partie de ceux qui rejettent de plus en plus le système politique : ouvriers et surtout chômeurs. Le pourcentage des demandeurs d'emploi parmi les électeurs de die Linke s'est élevé à 23 %.

Activité	CDU	SPD	FDP	LINKE	Verts	Pirate	AfD
<b>Ensemble</b>	42%	26%	5%	8%	8%	2%	5%
<b>Ouvriers</b>	35%	27%	3%	<b>13%</b>	4%	4%	6%
<b>Employés</b>	39%	26%	5%	8%	11%	3%	5%
<b>Travailleurs indépendants</b>	49%	14%	10%	6%	11%	2%	5%
<b>Retraités</b>	49%	28%	4%	8%	4%	0%	4%
<b>Demandeurs d'emploi</b>	24%	26%	4%	<b>23%</b>	8%	5%	3%

Si on compare les résultats de die Linke avec les élections au parlement en 2009, on constate que le parti a perdu 1,4 million d'électeurs. 13,2 % ont à nouveau voté social-démocrate, (à l'Ouest 17,4 %, à l'Est 7,8 %), 6,6 % ont voté pour le nouveau parti AfD (à l'Ouest 8,0 %, à l'Est 4,8 %) et 10,8 % se sont abstenus (à l'Ouest 13,9 %, à l'Est 7,0 %). Au regard de ces chiffres, il faut rappeler qu'en juin 2012, les sondages ne donnaient à die Linke que

5 % de votes. C'était dû aux querelles d'orientation politique que le parti a connues après 2009. Ce n'est qu'en 2011 que l'adoption du nouveau programme du parti a permis à die Linke de devenir un parti pluriel. L'élection de Katja Kipping et Bernd Riexinger comme nouveaux présidents du parti, en juin 2012, a mis fin à la crise de direction du parti.

Sur cette base, die Linke pouvait se présenter de façon crédible comme étant le parti de la justice sociale avec le slogan « 100 % social » qui se déclinait ensuite en revendications concrètes comme un salaire horaire minimum de 10 euros, l'abolition des réformes néolibérales du marché du travail, Hartz IV, et, jusqu'à la disparition de ces lois, l'augmentation des forfaits de base de l'allocation Hartz IV à 500 euros, l'abrogation de la retraite à 67 ans, la lutte contre le travail intérimaire et la lutte contre d'autres privatisations de services d'intérêt général. Die Linke est contre toute mission à l'étranger de la Bundeswehr. Il est le seul parti à revendiquer l'arrêt immédiat de la politique de la troïka et de son programme de démantèlement du système social et de coupes budgétaires au sein de l'UE. Mais il ne touche actuellement qu'une partie de la société avec ces revendications.

Le parti die Linke, comme parti critique à l'égard du capitalisme visant un changement politique profond, doit donc veiller à développer son profil de gauche pour répondre aux problèmes de tous les jours, gagner des majorités. Et il doit s'impliquer dans des alliances politiques et sociétales et s'en nourrir.

Die Linke ne peut pas se permettre de mettre à nouveau en péril son succès électoral avec des querelles de pouvoir et d'orientation politique au sein du parti. Il doit, en s'appuyant sur son programme, faire avancer des projets alternatifs ancrés concrètement sur le terrain et développer son organisation. Die Linke – tout comme l'ensemble de la gauche en Europe – doit devenir plus européen. ■

## Notes

- 1) Cf. Richard Detje/Wolfgang Menz, Sarah Nies/Dieter Sauer/Joachim Bischoff, *Krisenerfahrungen und Politik [Expérience de la crise et politique]*. VSA Verlag. Hamburg, 2013.
- 2) Bundestagswahl 2013: Das bedrohte Paradies. Deutschland zwischen Plätscher-Party und brodelnder Unruhe [Élections parlementaires 2013 : Le Paradis en péril. L'Allemagne entre murmure des vagues et agitation bouillonnante].
- 3) Source: Statista <http://de.statista.com>
- 4) L'Institut für Demoskopie Allensbach (IfD) est un des instituts d'opinion et de recherche allemands les plus réputés d'Allemagne.